

L'Iran, trente ans après

●●● **Mohammad-Reza Djalili**, Genève

Professeur à l'Institut de hautes études internationales et du développement, spécialiste du Moyen-Orient et de l'Asie centrale

Trente ans de révolution islamique, élection présidentielle iranienne le 12 juin : 2009 sera une année importante pour la République islamique. Une date qui nous renvoie à l'an 1979 qui marque, dans l'histoire de la deuxième moitié du XX^e siècle, un tournant dont on n'a peut-être pas très bien mesuré l'importance. Trois événements majeurs vont s'y produire, aux conséquences dépassant très largement le cadre régional dans lequel ils se déroulent.

Le 16 janvier 1979, le shah d'Iran quitte Téhéran et moins d'un mois plus tard, le 11 février, la révolution islamique triomphe. Le 20 novembre 1979, premier jour d'un nouveau siècle, l'an 1400 selon le calendrier musulman, un groupe islamiste dirigé par un caporal retraité de la Garde nationale saoudienne, Juhayman al-Utaybi, s'empare de la Grande mosquée de la Mecque, lieu le plus sacré de l'islam. Mohammad Abdullah al Qahtani, beau-frère d'Utaybi, est présenté aux fidèles comme le Mahdi, figure messianique de l'islam qui vient, selon la vision sunnite, remettre sur le droit chemin les musulmans égarés afin de rétablir sur terre une société juste, débarrassée des forces du mal. A la fin de cette même année, le 27 décembre, les chars soviétiques entrent en Afghanistan et déclenchent un nouveau conflit armé.

Ce dernier événement modifie l'équilibre des rapports de force au niveau global et relance une nouvelle phase de la guerre froide, tandis que la prise de la mosquée de la Mecque révèle la profondeur du malaise qui existe au sein du Royaume saoudien. Quant à la révolution islamique qui se produit en Iran, elle a une conséquence immédiate puisque l'Occident perd un allié important et que, dans la région du golfe Persique, le pays riverain le plus important, qui jusque-là

avait été un facteur de stabilité, se transforme en puissance révolutionnaire mettant en cause la stabilité régionale.

A l'époque, peu de personnes furent conscientes des effets à long terme de ces événements. Certes, les affaires d'Iran, d'Arabie saoudite et d'Afghanistan furent suivies avec le plus grand intérêt et même une certaine inquiétude, mais on était loin d'imaginer les effets considérables qu'elles auraient durant les années et les décennies à venir.

Aujourd'hui, trente ans après, force est de constater que l'intervention soviétique en Afghanistan a déclenché un processus conflictuel aux effets extrêmement négatifs pour l'URSS elle-même, tout en faisant de la guerre, sous des formes différentes et pour des raisons variées, le quotidien de ce pays et cela jusqu'à nos jours. Les événements de la Mecque confirmeront l'existence d'un courant extrémiste radical au sein de l'islam sunnite qui se transformera, entre autres, en une organisation terroriste au contact justement de la première des guerres afghanes. Mais sans doute ces deux événements n'auraient pas eu ces effets s'ils n'avaient pas été précédés par la révolution islamique : les Soviétiques auraient probablement réfléchi à deux fois avant d'entreprendre leur intervention en Afghanistan si le régime du shah avait toujours été en place à Téhé-

L'Iran, trente ans après

ran ; quant à la prise de la Grande mosquée, il n'est pas exclu qu'elle ait été influencée quelque part par ce qui se passait depuis des mois sur l'autre rive du golfe Persique.

En fait, la révolution islamique, qui produit un véritable séisme dans le monde musulman, tant chez les chiites que les sunnites, est un événement majeur, emblématique et fondateur qui amène, pour la première fois, le fondamentalisme islamique dans l'arène internationale en tant que nouveau facteur agissant. Il acquiert ce rôle grâce à l'écho qu'il rencontre, mais surtout du fait qu'il s'incarne désormais à travers un Etat et par l'autorité et les moyens qu'offre cet Etat à ce courant idéologique, dont les racines ne se trouvent pas qu'en Iran.

Trois phases

Depuis trente ans donc, le vieil empire des Perses est devenu une république islamique, une théocratie dirigée par le clergé chiite, favorable aux idées de Khomeyni, qui associe de plus en plus à son pouvoir une des instances révolutionnaires qu'il a lui-même mises en place, le Corps des gardiens de la révolution. L'histoire de ces trente années a été à la fois tumultueuse et marquée par une certaine continuité. On peut schématiquement la diviser en trois épisodes successifs. La première période correspond à la décennie Khomeyni, où le fondateur du régime est encore vivant. L'événement majeur de cette décennie est évidemment la guerre Iran-Irak (1980-1988), qui fut la guerre la plus meurtrière du XX^e siècle au Moyen-Orient. S'il ne fait aucun doute que le responsable du déclenchement de ce conflit est Saddam Hussein, il est aussi évident que la prolongation de la guerre, après la reprise de ses territoires par

l'Iran en 1982, est le fait de l'obstination de l'ayatollah qui voulait « libérer Jérusalem en passant par Kerbela ».

Un autre événement marquant de cette période est la prise en otage, durant 444 jours, des diplomates américains de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran. La rupture avec les Etats-Unis, qui en est la conséquence immédiate, conditionne depuis trois décennies toute la politique extérieure de l'Iran, tout en étant à l'origine de l'isolement du régime sur la scène internationale, isolement dont les coûts politiques et économiques pour le pays sont incalculables. Au moment de la disparition de Khomeyni, en 1989, le pays est exsangue et au ban de la communauté internationale. Par contre, le régime a profité de la situation exceptionnelle de la guerre pour se consolider, étendre son emprise sur le plan intérieur, se doter d'alliés à l'extérieur (Syrie, Hezbollah au Liban) et renforcer ses moyens de coercition sur la société iranienne.

politique

Ispahan



politique

A la mort de Khomeyni, Khamenei, qui durant les huit dernières années avait été président de la République, devient le deuxième Guide suprême, poste qu'il occupe toujours, et Rafsandjani, très lié à Khomeyni, est élu président de la République. Durant les deux mandats de ce dernier (1989-1997) une politique plus pragmatique est pratiquée afin de permettre la reconstruction économique du pays après huit ans de guerre et d'améliorer ses relations avec le monde extérieur, tout en continuant à réprimer violemment toute forme d'opposition.

Cette politique rencontrera un succès très mitigé. Certes, quelques projets seront réalisés, mais le gouvernement Rafsandjani contribuera surtout à l'amplification de l'inflation et à l'apparition d'une classe de nouveaux riches, liée souvent au président et à sa famille.

Avec la présidence de Khatami (1997-2005), le ton change. Il n'est plus question de développement économique mais de développement politique, plus d'islamisme triomphant mais une référence à la démocratie islamique, moins

d'Etat et plus de société civile. Ce discours attire évidemment les intellectuels, les jeunes, les femmes. Durant un ou deux ans, le réformisme qui permettrait de sortir sans heurts de la révolution islamique passionne l'opinion publique iranienne et séduit les observateurs externes. Mais dès l'été 1999, après une répression très violente des manifestations estudiantines, que le président réformateur ne condamne pas, le masque tombe. Khatami, homme du sérail, limite progressivement ses ambitions réformistes à l'intérieur du pays, pour continuer ses activités d'illusionniste sur la scène internationale en développant son discours sur le « dialogue des civilisations ». Mais à l'intérieur de l'Iran, où désormais réformisme rime avec impuissance, la crédibilité du président chute de manière vertigineuse, même si, à quelques occasions manquées, il essaie de reprendre pied.

Si l'aile conservatrice autour du Guide n'est pas mécontente de l'échec du réformisme, auquel elle a d'ailleurs largement contribué, elle est en même temps inquiète de constater l'engouement manifesté par la société iranienne pour le changement. Ce constat l'amène à se ressaisir afin d'éviter tout dérapage incontrôlé. C'est dans cette perspective que se place le soutien accordé à Ahmadinejad, lors de l'élection présidentielle de 2005. Celui-ci est un khomeyniste pur et dur, qui déteste à la fois les pragmatiques et les réformateurs qu'il accuse de trahir les idéaux de la révolution.

Mosquée de l'Iman,
Ispahan



L'élection surprenante de ce néo-conservateur à la présidence de la République islamique remet en question l'idée, très répandue chez certains observateurs de la scène politique iranienne, selon laquelle le régime serait entré dans sa phase « thermidorienne » et évoluerait vers une politique de plus en plus modérée à l'intérieur comme au plan international. Non seulement cette élection dément cette affirmation erronée, mais elle confirme aussi les doutes émis quant à la possibilité de réformation du système politique de la République islamique par voie électorale.

Désormais, la rhétorique des réformateurs est remplacée par la rhétorique religieuse-populiste des néo-conservateurs. Pour être élu à la présidence, le candidat Ahmadinejad a promis de lutter contre la corruption, de dénoncer la « mafia du pétrole » et d'entreprendre une redistribution plus équitable de la rente pétrolière ; autant d'engagements qui, trois ans et demi après son élection, sont loin de connaître un début de réalisation.

Fortification apparente

C'est dans ce contexte que, depuis quelque temps, il est de plus en plus question de la montée en puissance de l'Iran. *Iran : émergence d'une puissance régionale*, *L'Iran, le pays le plus influent du Moyen-Orient*, *Iran : un pays en quête de puissance*, *Iran : irrésistible ascension* sont des titres d'ouvrages, d'articles de revues spécialisées ainsi que des commentaires publiés dans les médias généralistes.

Cette soudaine « redécouverte » de la puissance d'un pays, classé hier encore comme Etat voyou, marginal et infréquentable, a de quoi surprendre mais elle s'explique pourtant aisément.

La conjonction de quatre facteurs est à l'origine de cette transformation de l'image du pays : le renversement, en 2001, des talibans anti-iraniens et anti-chiites notoires ; la découverte, en 2002, du programme iranien d'enrichissement d'uranium gardé jalousement secret depuis des années ; l'élimination en 2003 du régime de Saddam Hussein, l'ennemi numéro 1 de la République islamique, qui ouvre de nouvelles perspectives à la politique régionale et internationale de l'Iran ; et enfin l'apparition, dans le discours de dirigeants sunnites, du mythe de l'« arc chiite », identifié comme un instrument privilégié de la politique iranienne.

A cela, il faut ajouter que la montée des prix du pétrole sur le marché international, jusqu'en septembre 2008, a permis au pays d'accéder à des ressources financières comme jamais auparavant. La guerre de l'été 2006 au Liban, qui ne s'est pas traduite par une défaite claire du Hezbollah, a aussi contribué à rehausser le prestige du régime islamique, qui est à la fois à l'origine de la formation de cette milice chiite libanaise et reste en même temps son soutien le plus important.

Plus généralement, le renforcement des courants islamistes ces dernières années, chiites et sunnites confondus, au sein du monde musulman, la position de faiblesse dans laquelle se trouvent aujourd'hui les courants laïcs dans la région, la situation difficile que connaissent certaines puissances régionales aux dimensions comparables à l'Iran sont aussi des facteurs qui ont contribué à l'affermissement des positions iraniennes.

Potentiel en souffrance

Comme on le voit, la montée en puissance de l'Iran est une montée en puissance essentiellement par défaut. Elle est en partie due aux Etats-Unis qui, en éliminant les régimes de Saddam Hussein et des talibans, ont ouvert un champ d'action considérable au pouvoir iranien, qui s'est empressé d'investir massivement en Irak et plus discrètement en Afghanistan. Elle est aussi en partie consécutive à la montée des prix des hydrocarbures sur le marché international pendant une période relativement longue. Elle est enfin redevable à la position de faiblesse dans laquelle se trouvent certains Etats arabes voisins, ainsi que le Pakistan.

Certes, l'Iran jouit d'une situation géopolitique globalement privilégiée, de ressources en pétrole et en gaz considérables, d'une population nombreuse - sans être pléthorique - de plus en plus urbanisée et alphabétisée. De plus, le pays possède des forces armées dotées d'un matériel militaire apparemment performant, qui organise de nombreuses manœuvres et défilés impressionnants et qui pourra probablement, dans quelques années, arriver au seuil de la production de l'arme nucléaire. Par ailleurs, ses dirigeants actuels tiennent un discours populiste et agressif qui fait peur aux uns et ravit les autres, surtout les masses populaires d'une partie importante du monde musulman.

Mais à y regarder de plus près, force est de constater la nécessité de nuancer ces appréciations un peu trop rapides portées sur cet Etat. L'Iran a, il est vrai, un certain nombre d'atouts, mais ils relèvent davantage de l'ordre de la potentialité que de la réalité. Après une trentaine d'années d'existence, le régime actuel, empêtré dans ses considérations idéologiques et ses interminables

luttons intestines, a montré son incapacité à concrétiser les potentialités réelles du pays.

Par ailleurs, l'Iran souffre sur le plan économique de handicaps majeurs, comme une inflation de l'ordre de 30 % et un chômage d'un taux équivalent. Le contexte actuel de crise économique, marqué par une chute impressionnante des prix du pétrole (147 dollars le baril en juillet 2008, 47 dollars en décembre), risque de renforcer les difficultés économiques déjà présentes dans le pays et de contrarier fortement les engagements budgétaires du régime. Même sur le plan énergétique, comparé aux autres producteurs de pétrole, l'Iran a une situation paradoxale puisqu'il est obligé d'importer 40 % de l'essence qu'il consomme tout en imposant un rationnement aux consommateurs.

Du point de vue social, c'est un pays qui connaît un des taux les plus élevés au monde de fuite des cerveaux, tandis que le fléau de la consommation de drogues - signe du malaise social de ce pays - touche une proportion record de la population.

Refusant l'engagement dans une véritable politique de développement économique, qui ferait sans doute de l'Iran un pays émergent mais qui aurait l'inconvénient d'obliger le pays à s'ouvrir vers le monde extérieur de manière incontrôlée par le régime, la République islamique a opté pour l'isolement sur la scène internationale. De ce fait, n'ayant ni les moyens économiques, ni le savoir-faire, ni la souplesse, ni la crédibilité internationale nécessaires pour parvenir à tirer les meilleurs bénéfices des avantages du pays et de ce que lui offre le contexte régional et international, l'Iran est aujourd'hui un véritable colosse aux pieds d'argile...

M.-R. Dj.

A lire sur l'Iran

Mohammad-Reza Djilili

Géopolitique de l'Iran, Complexe, Paris 2005, 144 p.

Iran. L'illusion réformiste, Presses de Sciences Po, Paris 2001, 126 p.

Diplomatie islamique : stratégie internationale du khomeynisme, PUF, Paris 1989, 242 p.